

L'enjeu agricole

I) L'agriculture en voie de marchandisation

- Le choix de la rentabilité et la « marchandisation » tirent l'agriculture vers toujours plus de productivité et d'industrialisation. On en voit aujourd'hui les effets néfastes dans la pollution de l'air ou de l'eau. Celle-ci met en péril des milliers de petites exploitations et incite à la concentration favorisant le développement d'exploitations toujours plus grandes, au détriment des productions de qualité et de proximité.
- Il faut au contraire soutenir les démarches d'une agriculture créatrice d'emplois sur le territoire et de maintien des populations. C'est une priorité pour les socialistes car l'agriculture génère plus de 1 million d'emplois répartis sur tout le territoire (et plus de 10 millions en Europe), sans compter les emplois indirects et les retombées économiques, sociales et environnementales. La droite a encouragé la tendance à la marchandisation depuis cinq ans et le projet de Nicolas Sarkozy de mettre le Ministère de l'agriculture sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances ne fera qu'aggraver les choses.
- Au niveau de l'Europe, l'accord de Luxembourg de 2003, signé par Jacques Chirac et son gouvernement, porte en germe la disparition de la Politique Agricole Commune en figeant son budget, alors que l'Union européenne continue à s'élargir.
- Le gouvernement français a accepté ce compromis en sanctuarisant la situation jusqu'en 2013. De plus, en figeant les aides du 1^{er} pilier (aides aux productions) dans un budget contraint et en baisse, il n'anticipe pas les évolutions indispensables et nécessaires vers le 2^e pilier (développement rural). Il hypothèque ainsi l'avenir de l'agriculture européenne.
- Enfin, les choix budgétaires engagés et soutenus par la droite depuis cinq ans n'ont fait qu'amplifier les inégalités existantes :
les crédits sur l'agriculture biologique baissent en 2007 entre 20 et 40% .
les choix faits par le gouvernement français d'application des Droits à paiement unique (DPU) sur des références historiques créent des situations de rente figées et pénalisent de nombreux agriculteurs.
- Un déficit considérable du Fonds social de l'agriculture (FFIPSA) (6,6 milliards soit plus que le budget de l'agriculture !) met en péril les allocations des presque 2 millions de bénéficiaires, salariés et retraités du secteur agricole.
- Les agrocarburants sont présentés par l'UMP comme le « nouvel eldorado agricole ». Au-delà des questions de fond sur leurs vertus réelles qui restent à prouver, cette vision est caractéristique de la pensée de la droite française qui revient à substituer un productivisme à un autre.



- Aujourd'hui, ce n'est pas de cela dont l'agriculture a besoin mais plutôt d'une rupture avec le modèle productiviste au profit d'une agriculture de qualité et de proximité, et d'un développement de l'agriculture biologique.
- Plus que d'une nouvelle production chimérique, c'est d'abord la reconnaissance et la valorisation de leurs différents rôles, économique bien sûr, mais aussi social et écologique, dont les paysans ont besoin, notamment par le retour à une contractualisation intelligente.
- Les choix politiques de Nicolas SARKOZY ne feront qu'aggraver notre dépendance alimentaire et amplifier la désertification rurale à l'opposé des attentes de la société en matière de qualité de vie et de sécurité alimentaire.

II) Avec Ségolène Royal : reconstruire le Pacte de confiance entre les agriculteurs et les citoyens/consommateurs

- Le Pacte présidentiel de Ségolène ROYAL fait des propositions fortes pour promouvoir une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement et assurant un développement équilibré des territoires, en France et dans le monde.
Favoriser la valeur ajoutée de nos produits agricoles afin d'améliorer les revenus et de favoriser l'installation des jeunes,
- Promouvoir la réorientation de la PAC vers les aides agro-environnementales, et assurer la transparence et une meilleure répartition des aides,
- Transférer aux Régions la gestion des aides directes à l'agriculture,
- Encourager les contributions des agriculteurs à la fourniture d'énergie (biomasse, agrocarburants, biogaz, fermes éoliennes).
- Promouvoir l'idée d'une « PAC mondiale » pour organiser les marchés de manière plus équilibrée et donner une vraie chance à l'agriculture des pays en développement.

**Pour des territoires et des paysans valorisés :
une agriculture de qualité plutôt
qu'une agriculture marchandisée.**

